

**Accord collectif national**  
**CAISSE D'ÉPARGNE**  
**(Conditions de vie au travail)**

---

AVENANT DU 2 OCTOBRE 2019  
À L'ACCORD DU 25 NOVEMBRE 2016  
RELATIF AUX CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL  
NOR : ASET1951378M

Entre :  
BPCE,  
D'une part, et  
CFDT ;  
UNSA ;  
SNE CGC,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont conclu un accord sur les conditions de vie au travail le 25 novembre 2016 dans la branche Caisse d'épargne.

Cet accord, à durée déterminée de 3 ans, vise la promotion des actions d'amélioration des conditions de vie au travail à travers l'accompagnement des transformations digitales, la conciliation de la vie professionnelle et la vie personnelle, l'organisation du travail et le management dans les relations de travail.

Compte tenu de l'importance que les parties souhaitent donner à la qualité de vie au travail, elles ont décidé de rechercher des pistes de travail nouvelles afin d'ouvrir le cadre de la négociation à un accord sur la qualité de vie au travail.

Dans ce contexte, les parties signataires sont convenues de proroger l'application de l'accord sur les conditions de vie au travail signé le 25 novembre 2016 jusqu'au 30 avril 2020.

CHAPITRE I<sup>ER</sup>

OBJET

Le présent avenant a pour objet de proroger l'application de l'accord collectif de branche relatif aux conditions de vie au travail conclu le 25 novembre 2016 dans toutes ses dispositions.

Les parties conviennent de se réunir dès le début de l'année 2020 afin de négocier le futur accord relatif à la qualité de vie au travail.

## CHAPITRE II

### DISPOSITIONS FINALES

#### **Article 2.1**

##### *Durée et entrée en vigueur de l'avenant*

Le présent avenant de prorogation est conclu pour une durée déterminée. Son échéance est fixée au 30 avril 2020.

#### **Article 2.2**

##### *Dépôt et publicité de l'accord*

Le présent accord est notifié par BPCE à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans la branche Caisse d'épargne.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par BPCE en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par BPCE au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 2 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)